



DES SENIORS QUI VALENT DE L'OR

Passé 55 ans, la perte d'un emploi peut être un traumatisme dans un pays qui compte 1,3 million de quinquagénaires au chômage. Quelques histoires d'hommes et de femmes à la reconversion radicale.

OLIVIER TOUJON/DIVERGENCE POUR LA VIE



Quand un patron vous remercie, après des années de bons et loyaux services, la pilule est dure à avaler et les craintes de ne pas retrouver de travail, légitimes. Au moment de frapper à la porte de Pôle emploi, votre cas s'aggrave si vous êtes un quinquagénaire ou un sexagénaire pour qui l'heure de la retraite n'a pourtant pas encore sonné. De même si vous avez négocié un départ à l'amiable. Comment rebondir ? Perte d'estime de soi, doutes, repli sur soi, voire dépression. Ces maux peuvent vous guetter. Dans ce reportage, des seniors relatent les étapes qui ont été les leurs avant de reprendre un emploi. Leur parcours a duré plusieurs longs mois. Mais chacun de ces témoins a signé un CDD ou un CDI. L'un d'eux est devenu son propre patron. Un autre a entrepris une reconversion radicale. Parce qu'ils ont su aller chercher au fond d'eux-mêmes des ressources et talents inexploités et qu'ils ont accepté de se remettre en question. Les compétences acquises, leur recul sur la vie ont même été des atouts pour certains ! Ils sont moins rémunérés, mais aptes à de nouveaux challenges et donc toujours dans la vie active : leurs exemples donneront du baume au cœur à tous ceux qui doutent qu'une nouvelle vie professionnelle soit possible, dans le contexte actuel, à ce stade de la vie.



VÉRONIQUE DURAND
SECRÉTAIRE GÉNÉRALE DE LA RÉDACTION, V.DURAND@LAVIE.FR

Quartier des anciennes filatures de Tourcoing (Nord), près de la frontière belge. Des hectares de briques rouges en attente de réhabilitation. Au fond d'une impasse, un entrepôt blanc sentant bon les copeaux de bois et la peinture fraîche : les ateliers Stella, fabricant mythique de baby-foot depuis 1928. Nicolas Chantry, 57 ans, a repris les rênes de l'usine il y a deux ans, après une mise à la porte brutale. « J'étais le directeur marketing d'une chaîne de magasins, et mon supérieur ne voulait plus travailler avec moi. À mon âge, je ne croyais pas retrouver un bon job... Mes trois enfants étant autonomes, j'ai considéré ce licenciement comme une opportunité pour réaliser un rêve : devenir mon propre patron. »

Miel ou baby-foot ?

Pour cette reconversion, Nicolas Chantry s'est fixé un cahier des charges : « Je voulais retourner à la fabrication, avec une possibilité de faire du marketing, de la mise en

valeur autour d'un produit simple et accessible. » Il consulte alors le site de l'association nationale pour la transmission d'entreprise créée (CRA), qui recense les sociétés à la recherche d'un repreneur. Il hésite entre une fabrique de miel, une brasserie artisanale, un fabricant de baby-foot. Durant sa formation de trois semaines, des experts l'aident à finaliser son projet. Il consulte ensuite cinq banques, dont l'une lui accorde rapidement le prêt espéré. « J'avais un solide apport, et mon âge a été ma valeur ajoutée. Ils ont vu que j'avais une longue expérience dans la gestion, le marketing. Ils disaient même que le projet était trop petit pour moi. »

Depuis son arrivée, les commandes ont doublé : 1500 baby-foot rouge et jaune ont quitté les ateliers Stella l'an dernier. Nicolas Chantry a su faire entrer ce jeu de bistro dans les foyers, les comités d'entreprise, les lycées et les maisons de retraite. L'homme ne serait pas allé si loin sans ses six menuisiers et son assistante, Dominique Ackou, 57 ans elle aussi, qu'il a

« Mon nouveau métier correspond vraiment à mes convictions »

« J'ai prêté serment en tant qu'avocat le 25 octobre 2007, j'avais 57 ans. Auparavant, j'étais directeur France dans le soulier de luxe, l'entreprise allait être rachetée par Prada, et cela ne m'enchantait guère. C'est une amie qui m'a poussé à entamer une reconversion. J'ai beaucoup de chance d'avoir commencé tard, car aider des migrants en attente d'asile politique est très compliqué. Bien sûr, je gagne 10 fois moins qu'avant, mais je trouve que mon nouveau métier a beaucoup de sens et qu'il correspond à mes convictions. J'ai toujours cru que la France était une terre d'accueil. Aujourd'hui, je peux me battre pour que ce soit une réalité. La retraite, je l'envisage dans un peu plus de trois ans, à 70 ans. Je pense que je poursuivrai mon engagement associatif, notamment au sein du Comité contre l'esclavage moderne. »

OLIVIER BRISSON, 66 ANS, AVOCAT AU SERVICE DES DEMANDEURS D'ASILE, MONTREUIL (93)



LEA GRESPI POUR LA VIE

embauchée en arrivant (lire témoignage page 64). « Pôle emploi a payé un tiers de son salaire pendant un an, en échange de son embauche. C'est un contrat aidé pour les chômeurs seniors. Moi-même, j'ai eu la possibilité de toucher mes indemnités, prévues sur trois ans, à l'issue de ma rupture conventionnelle, le temps que Stella redécoupe

(dispositif Accre, Aide au chômeur créant ou reprenant une entreprise). Cela soulage beaucoup la trésorerie. »

Des chaussures à la robe

En France, le nombre de demandeurs d'emploi de plus de 50 ans n'a cessé de gonfler, passant de 800 000 en 2012 à

1,3 million en 2016. À peine 10 000 en 1996, les demandeurs de plus de 60 ans sont actuellement 240 000 ! Raison majeure : l'allongement de la durée de cotisations de deux ans en 2010, nécessaire pour obtenir une retraite à taux plein, qui fait bondir la population active de plus de 30 % en quatre ans.

À Montreuil (Seine-Saint-Denis), siège la Cour nationale du droit d'asile. Ici, des gens de toutes nationalités, dont la demande d'asile a déjà été refusée par l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (Ofpra), viennent tenter leur chance une dernière fois, assistés par des avocats fournis par l'État. Olivier Brisson, 66 ans, fait partie de ces derniers (lire témoignage page ci-contre). Il a prêté serment le 25 octobre 2007, à 57 ans... après six ans de formation alors qu'il était encore un des cadres de Church's, le fabricant de chaussures britannique.

« Une amie, présidente de l'Observatoire international des prisons, m'avait dit que le métier d'avocat était fait pour moi, explique-t-il. Je savais que les fondateurs de Church's voulaient vendre à un grand groupe. Pour Prada, nous étions des pions, alors je n'avais aucun état d'âme à quitter cette boîte. Au début, je faisais du pénal, mais le week-end, j'assurais des permanences gratuites dans un bus, porte de Clignancourt. » Son premier « client » a été un migrant guinéen. « C'est avec lui que j'ai découvert la Cour nationale du droit d'asile. » Olivier Brisson s'est inscrit sur la liste de l'aide juridictionnelle, et les demandes ont afflué. Les journées de cet avocat sont longues. « Comme je suis âgé, je dors moins. Cela me permet d'être au bureau à 6h30 et de préparer mes dossiers avant l'arrivée de mes collaboratrices. » L'âge, dit-il enfin, lui confère une assurance devant les juges, fort utile pendant ses plaidoiries.

Les tontons codeurs

L'industrie high-tech est-elle réservée aux digital natives, génération née avec Internet ? Pas tout à fait si l'on en croit Bruno Morvan, 53 ans, père de trois enfants de 14, 8 et 7 ans et marié à une contrôleur de train. L'homme sort d'une formation de 10 mois effectuée à 42 (l'école créée par Xavier Niel, actionnaire du groupe Le Monde, dont fait partie La Vie), dédiée aux nouveaux langages informatiques.

PROLONGEZ CES PAGES 

Bien vivre Travail
sur RCF le jeudi
12 janvier, à 12h 50.

Avec Stéphanie Combe,
au micro de Vincent Belotti dans
les Bonnes Ondes. Fréquences RCF
au 04 72 38 62 10 ou sur www.rcf.fr

Dans ce bunker parisien aux trois étages gorgés de puissants ordinateurs, quelques crânes dégarnis se perdent parmi les crinières souvent farfelues des 860 étudiants. « Nous formons un peu moins d'une trentaine d'informaticiens en chômage de longue durée triés parmi 500 candidats envoyés par Pôle emploi. Nous en sommes à la deuxième promotion », indique Nicolas Sadirac, le directeur.

Bruno Morvan a découvert un univers intimidant : une école sans prof ni cours ni diplôme. Mais des claviers partout, sur lesquels taper des lignes de code, qu'effacera un logiciel maison à la moindre erreur. Dans sa promotion, 13 étudiants sur 25 ont retrouvé un emploi. Lui a été recruté en CDD cet automne par le groupe Pierre et Vacances, pour développer des applis sophistiquées. « J'ai travaillé 22 ans dans l'informatique dite transactionnelle

OLIVIER TOURNON/VERGENCE POUR LA VIE



« J'ai fait doubler les commandes en un an »

« Je suis issue d'une famille d'ouvriers où l'on restait dans la même usine toute sa vie. Moi, à 50 ans, j'ai eu envie de donner davantage de sens à mon travail. J'ai commencé des études d'infirmière, avant de réaliser qu'il me faudrait plus de cinq ans pour devenir cadre de santé. Responsable d'Ephad ? J'avais besoin d'un diplôme qui nécessitait deux ans d'études. J'ai suivi une formation plus courte avec Pôle Emploi pour devenir conseiller en insertion sociale et professionnelle. Mais impossible d'obtenir un poste à responsabilité, du fait de mon manque d'expérience. C'était l'impasse. Enfin, il y a deux ans, un employeur m'a donné une chance de rebondir ! Je suis au smic, mais j'ai bon espoir d'être augmentée. Après tout, j'ai contribué à faire doubler les commandes en un an ! Je conseille aux seniors au chômage de garder l'espérance, de continuer de sortir. Cela s'appelle "entretenir son réseau". C'est vital pour saisir les opportunités. »

DOMINIQUE ACKOU, 57 ANS, ASSISTANTE
AUX ATELIERS DE BABY-FOOT STELLA, TOURCOING (59)

TROIS
QUESTIONS À...
CHRISTIAN POISSONNEAU,
scénariste et comédien



« Il est vital d'avoir une bonne image de sa personne »

Christian Poissonneau a écrit et joué dans la pièce *Un emploi nommé désir*. Ce spectacle illustre la vie d'une chercheuse d'emploi quinquagénaire.

LA VIE. Que raconte votre pièce ?

CHRISTIAN POISSONNEAU. L'histoire d'une femme de 50 ans qui vient de perdre son emploi après 15 années de services irréprochables dans une entreprise. Son couple en prend un coup, elle s'isole de son entourage et tombe dans la déchéance, jusqu'à l'alcoolisme. Mais c'est aussi une femme qui se bat et se relève. L'attitude des gens qu'elle rencontre, souvent décontenancés, rend la pièce comique.

Quelle était votre intention ?

C.P. Derrière les statistiques et les discours, il y a des êtres humains avec une souffrance. Nous connaissons tous des gens qui traversent ces difficultés. Ce ne sont pas des fainéants, des assistés qui profitent du système. Et pourtant certains préjugés ont la dent dure. Je souhaitais donc montrer l'intimité d'un chercheur d'emploi, montrer comment il est facile de perdre confiance en soi, souvent à cause du regard des autres. Or il est vital d'avoir une bonne image de sa personne lorsqu'on se présente à un entretien d'embauche.

Comment avez-vous procédé ?

C.P. J'ai toujours été mon propre patron, donc je n'ai pas connu le chômage, mais j'ai fait travailler beaucoup d'intermittents qui connaissent la précarité. Pour le scénario, j'ai rencontré des chômeurs, à la manière d'un journaliste, et je me suis inspiré de leurs expériences. Je raconte l'histoire d'une dame de 52 ans contrainte de demander de l'argent à ses parents pour s'en sortir. Ou bien une autre, dont le mari ne voulait pas qu'elle raconte sa situation à leurs proches. Elle portait la honte de son conjoint. Ils ont fini par se séparer. Toutes ces histoires vraies nourrissent la vie de mon personnage. Et au final, le public est touché. Nous avons joué la pièce 50 fois, à l'invitation d'associations. » INTERVIEW J.P.

Du conseiller à la CCI : les étapes de la reconversion

« CHANGER DE MÉTIER, C'EST 400 HEURES MINIMUM », prévient Sonia Bertonnier, salariée à la chambre de commerce et d'industrie de la Drôme (CCI). Cette institution gère Néopolis, un centre de formation national près de Valence, qui prépare aux métiers de la transition énergétique et de la construction écologique. « Nos étudiants, s'ils sont chômeurs, sollicitent un financement étatique auprès de leur conseiller Pôle emploi, qui lui-même va chercher les subsides de la région. » L'année 2016 fut faste grâce au plan 500 000 formations, maintenu jusqu'à la présidentielle. « Notre objectif est que les personnes formées aient un job à la fin, de l'ouvrier à l'ingénieur. Par exemple, tous ceux qui ont appris ici le métier de charpentier ont été embauchés quelques mois plus tard. »

et cela m'ennuyait. J'avais signé une rupture de contrat, pensant retrouver un travail facilement dans la gestion de projets informatiques. Il m'a fallu trois ans et demi pour me remettre en selle. Dans cette école, j'arrivais tôt et je repartais tard, parfois après 22 heures. J'apportais une maigre allocation de 600 € par mois au budget familial, mais tout le monde a été très patient. »

Une bonne connexion réseau

En 2012, Jean-Bernard Dufrien a perdu son fils unique dans un accident. Après le choc se produit un engrenage dévastateur : l'entourage s'éloigne, par peur, lui perd pied et quitte son emploi de responsable RH dans une chaîne hôtelière des Deux-Alpes. « Puis j'ai essayé tout ce que me proposait Pôle emploi, tous les modules... jusqu'à finir au RSA, soit 530 €. » À 61 ans, Jean-Bernard Dufrien déménage à Lyon et redémarre de zéro. Une amie lui parle de Solidarités nouvelles face au chômage (SNC). L'association regroupe 2 200 bénévoles répartis dans 182 groupes locaux, pour offrir une écoute. « Pendant un an, j'ai rencontré deux bénévoles une quarantaine de fois, se souvient-il. Nous nous retrouvions dans un café, durant une heure. Il y avait un retraité, ancien président de Cour de cassation, et une jeune femme qui venait d'obtenir un bon job dans mon secteur, à la SNCF. Ils m'interdisaient d'aller sur des terrains trop personnels et me demandaient systématiquement où j'en étais dans mes prospections d'emploi. Leur rigueur m'a beaucoup apporté. » Jean-Bernard Dufrien

a décroché un job : 20 heures de soutien scolaire par semaine dans un collège. « Je suis loin de mes compétences, je rogne sur mon épargne, car ce revenu ne paie pas mon loyer, mais j'ai 62 ans et je ne m'emballe plus. Cet emploi est une transition qui m'aide à retrouver un équilibre. »

Comme Jean-Bernard Dufrien, de nombreuses personnes qui cessent leur emploi doucement (retraite) ou de force (licenciement) peuvent être amenées à une remise en cause de leur place dans la société, voire à une dépression. De fait, en France, une personne sur trois qui se suicide a plus de 65 ans. Comment ne pas entrer dans la spirale de l'autodévalorisation ? Grâce à la solidarité, où chacun donne et reçoit. Jean-Bernard Dufrien peut en témoigner à son tour désormais : « Je fais aussi du bénévolat pour ne pas perdre la main et garder un réseau. Je veux être là pour crier ma vie et non plus ma misère. »

JORDAN POUILLE



À LIRE 

Chômage et précarité : haltes aux idées reçues I, L'Atelier, 10 €.

Les expériences de 25 organisations luttant contre le chômage et la précarité, parmi lesquelles la Jeunesse ouvrière chrétienne (Joc) et le Secours catholique.